

Notre-Dame-des-Landes, communiqué commun après l'abandon du projet d'aéroport : Nous nous engageons pour l'avenir de la ZAD

jeudi 18 janvier 2018, par [Collectif / Signatures multiples](#), [Mouvements](#) (Date de rédaction antérieure : 17 janvier 2018).

Communiqué commun national d'associations, syndicats et organisations

Depuis presque cinquante ans, des paysan.ne.s et habitant.e.s de la région nantaise résistent contre un projet d'aéroport qui viendrait détruire 1.650 ha de terres agricoles et de zones humides. Le gouvernement a annoncé qu'il trancherait en ce mois de janvier sur ce dossier brûlant devenu emblématique d'enjeux de fond et de choix de société. Au niveau national, nos organisations, associations et syndicats se sont engagés au fil du temps dans un mouvement large et populaire contre ce projet.

La commission de médiation nommée il y a sept mois par le gouvernement a mis en évidence la faisabilité de la rénovation de l'aéroport actuel, alors même que les tenants du projet de transfert vers Notre-Dame-des-Landes s'évertuent depuis des années à refuser de prendre en compte les études qui le démontrent.

Emmanuel Macron s'est engagé à agir vigoureusement contre le réchauffement climatique et pour la préservation de la biodiversité. Il serait alors absurde et dramatique que le gouvernement s'entête à vouloir construire cet aéroport. Il serait tout aussi dramatique qu'après avoir enfin abandonné ce projet, l'exécutif s'enferme dans une logique répressive visant à expulser celles et ceux qui auront su prendre soin de ce territoire. Il est pour nous impensable de laisser le gouvernement mettre fin brutalement à l'expérience singulière qui s'est construite à Notre-Dame-des-Landes. Dans la foulée de l'abandon espéré du projet d'aéroport, nous appelons au contraire au dialogue. Les différentes composantes du mouvement contre l'aéroport et pour l'avenir de la zad ont fait savoir qu'elles y travaillent depuis des mois et qu'elles sont prêtes à s'engager en ce sens dès l'abandon du projet.

Le bocage de Notre-Dame-des-Landes doit rester une terre d'inspiration et d'espoir, nourrie par l'idée des biens communs, les solidarités et le soin du vivant

Dans ce contexte, nous voulons soutenir les bases communes pour l'avenir de la zad établies par l'ensemble des usager.e.s actuel.le.s de ce territoire [voir ci-dessous] — paysan.ne.s, voisin.e.s, habitant.e.s, naturalistes, syndicalistes, membres d'associations, randonneurs.euses :

- la nécessité pour les paysan.ne.s et habitant.e.s résistant.e.s ayant refusé la vente amiable à AGO-Vinci et étant allés à l'expropriation de pouvoir recouvrer pleinement leurs droits au plus vite ;
- le refus de toute expulsion de celles et ceux qui sont venu.e.s habiter ces dernières années dans le bocage pour le défendre et qui souhaitent continuer à y projeter leurs vies et leurs activités ;
- une volonté de prise en charge à long terme des terres de la zad par une entité issue du

mouvement dans toute sa diversité ;

- le fait que les terres sauvegardées aillent à de nouvelles installations et pas à l'agrandissement d'exploitations existantes ;
- la nécessité de continuer à préserver et faire vivre ensemble les patrimoines naturels et agricoles exceptionnels de cette zone.

Pour qu'un projet pérenne, en cohérence avec les valeurs portées par le mouvement, puisse se constituer, une période de gel de la redistribution institutionnelle des terres est nécessaire. Nous savons que cette voie est possible : par le passé et en d'autres lieux, des terres agricoles préservées ont continué à être prises en charge collectivement par celles et ceux qui s'étaient battu.e.s pour elles.

Au-delà des justes combats contre des projets destructeurs, nous sommes convaincu.e.s de la nécessité que puissent aussi se développer des espaces où des personnes réinventent d'autres formes d'habitats, d'agricultures, de rapports au travail et de relations sociales. Dans un monde miné par l'individualisme, le gaspillage des ressources naturelles, les crises sociales et environnementales, le bocage de Notre-Dame-des-Landes doit rester une terre d'inspiration et d'espoir, nourrie par l'idée des biens communs, les solidarités et le soin du vivant.

Nous relayons en ce sens l'appel du mouvement contre l'aéroport et pour l'avenir de la zad à converger massivement dans le bocage le 10 février, au lendemain des 10 ans de la déclaration d'utilité publique du projet d'aéroport. Il s'agira alors, espérons-le, de saluer ensemble une décision d'abandon et de soutenir avec détermination l'horizon souhaité collectivement pour l'avenir de ce territoire préservé. D'autres rendez-vous sont d'ores et déjà prévus sur la zad, entre autre les 7 et 8 juillet pour le rassemblement annuel de la Coordination des organisations anti-aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

15 janvier 2018

Premiers Signataires :

Signatures nationales

350.org, Agir pour l'Environnement, Agter, Alofa Tuvalu, Alternatiba, ANV-COP21, Attac, Collectif pour la Sauvegarde de la zone humide du Testet (Sivens), Confédération Paysanne, Coordination des opposant.e.s au Lyon Turin, Coordination Bure Stop, Droit AuLogement, EELV, Ensemble !, Fédérations SUD-rail, SUD-PTT, SUD-BPCE, Greenpeace, Les Amis de la Terre, Parti de Gauche, Réseau CIVAM, Union Syndicale Solidaires.

Signatures locales

Alternatiba Nantes, Alternatiba Limousin, Amis de la Confédération Paysanne Limousine, Asodedra 88, ATTAC87, Bure Stop 55, Bretagne Vivante, Cedra 52, Collectif NOVISSSEN 23 contre les 1400 veaux, Collectif pour la Sauvegarde de la zone humide du Testet (Sivens), Collectif STOP-EPR ni à Penly ni ailleurs, Collectif Anti-LGV Limoges-Poitiers /Pro POLLT, Collectif NON à la Montagne à Pellets, Coordination Bure Stop, Coordination des opposant.e.s au Lyon Turin, EELV Bretagne, EELV Lorraine, EELV Pays de la Loire, Ensemble ! 44, Eodra (Ass. Elus de Lorraine opposés à l'enfouissement des déchets radio actifs), France Insoumise St Junien 87, Groupe d'Action Clisson de la France Insoumise, Groupe d'Action Nantes Cathédrale de la France insoumise, Groupe d'Action Pontchateau et environ de la France insoumise, Habitants Vigilants de Gondrecourt 55, Habitants Vigilants de Void 55, Groupe d'Intervention des Grenouilles Non-Violentes (GIGNV), Les amis de la Terre 38, Les Amis de la Terre Limousin, Mirabel Lorraine, MNE 55, MNLE Pays de la Loire, Place

*** Ces bases communes ont été plus amplement détaillées dans un texte en 6 points ci-dessous, signé par les composantes du mouvement sur le terrain : Acipa, Coordination des opposants à l'aéroport, occupant.e.s de la zad, copain 44, naturalistes en lutte. Le Voici :**

Parce qu'il n'y aura pas d'aéroport (Texte des 6 points sur l'avenir de la ZAD)

Ce texte en 6 points a pour but de poser les bases communes nécessaires pour se projeter sur la zad une fois le projet d'aéroport définitivement enterré. Il a été réfléchi au sein d'une assemblée régulière ayant pour objet de penser à l'avenir des terres une fois le projet d'aéroport abandonné. Assemblée qui regroupe des personnes issues des différentes composantes du mouvement de lutte. Ce texte a été longuement débattu, à plusieurs reprises, dans de multiples composantes et espaces d'organisation du mouvement. Nous défendons ce territoire et y vivons ensemble de diverses manières dans un riche brassage. Nous comptons y vivre encore longtemps et il nous importe de prendre soin de ce bocage, de ses habitant-e-s, de sa diversité, de sa flore, de sa faune et de tout ce qui s'y partage. Une fois le projet d'aéroport abandonné, nous voulons :

- Que les habitant-e-s, propriétaires ou locataires faisant l'objet d'une procédure d'expropriation ou d'expulsion puissent rester sur la zone et retrouver leur droits.
- Que les agriculteurs-ices impacté-e-s, en lutte, ayant refusé de plier face à AGO-VINCI, puissent continuer de cultiver librement les terres dont il-elles ont l'usage, recouvrer leurs droits et poursuivre leurs activités dans de bonnes conditions.
- Que les nouveaux habitant-e-s venu-e-s occuper la zad pour prendre part à la lutte puissent rester sur la zone. Que ce qui s'est construit depuis 2007 dans le mouvement d'occupation en termes d'expérimentations agricoles hors cadres, d'habitat auto-construit ou d'habitat léger (cabanes, caravanes, yourtes, etc.), de formes de vies et de luttes, puisse se maintenir et se poursuivre.
- Que les terres redistribuées chaque année par la chambre d'agriculture pour le compte d'AGO-VINCI sous la forme de baux précaires soient prises en charge par une entité issue du mouvement de lutte qui rassemblera toutes ses composantes. Que ce soit donc le mouvement anti-aéroport et non les institutions habituelles qui détermine l'usage de ces terres.
- Que ces terres aillent à de nouvelles installations agricoles et non agricoles, officielles ou hors cadre, et non à l'agrandissement.
- Que ces bases deviennent une réalité par notre détermination collective. Et nous porterons ensemble une attention à résoudre les éventuels conflits liés à leurs mise en œuvre.

Nous semons et construisons déjà un avenir sans aéroport dans la diversité et la cohésion. C'est à nous tout-e-s, dès aujourd'hui, de le faire fleurir et de le défendre.

Le gouvernement vient d'annoncer l'abandon du projet d'aéroport de NDDL

Communiqué commun du mouvement anti-aéroport, suite à la décision du gouvernement - mercredi 17 janvier 2018

Ce midi, le gouvernement vient enfin d'annoncer l'abandon du projet d'aéroport de Notre-Dame-des-Landes.

Nous notons que la DUP ne sera officiellement pas prorogée. Le projet sera donc définitivement nul et non avenu le 8 février.

Il s'agit bien d'une victoire historique face à un projet d'aménagement destructeur. Celle-ci aura été possible grâce à un long mouvement aussi déterminé que divers.

Nous voulons d'abord saluer chaleureusement aujourd'hui toutes celles et ceux qui se sont mobilisées contre ce projet d'aéroport au cours des 50 dernières années.

En ce qui concerne l'avenir de la zad, l'ensemble du mouvement réaffirme dès aujourd'hui :

- la nécessité pour les paysan-ne-s et habitant-e-s expropriés de pouvoir recouvrer pleinement leurs droits au plus vite.
- Le refus de toute expulsion de celles et ceux qui sont venus habiter ces dernières années dans le bocage pour le défendre et qui souhaitent continuer à y vivre ainsi qu'à en prendre en soin.
- Une volonté de prise en charge à long terme des terres de la zad par le mouvement dans toute sa diversité - paysans, naturalistes, riverains, associations, anciens et nouveaux habitants.

Pour le mettre en œuvre, nous aurons besoin d'une période de gel de la redistribution institutionnelle des terres. Dans le futur, ce territoire doit pouvoir rester un espace d'expérimentation sociale, environnementale et agricole.

En ce qui concerne la question de la réouverture de la route D281, fermée par les pouvoirs publics en 2013, le mouvement s'engage à y répondre lui-même. La présence ou l'intervention policières ne feraient donc qu'envenimer la situation.

Nous souhaitons par ailleurs, en cette journée mémorable, adresser un fort message de solidarité vis-à-vis d'autres luttes contre des grands projets destructeurs et pour la défense de territoires menacés.

Nous appelons à converger largement le 10 février dans le bocage pour fêter l'abandon de l'aéroport et pour poursuivre la construction de l'avenir de la zad.

17 janvier 2018

ACIPA, Coordination des opposants, COPAI n 44, Naturalistes en lutte, Les habitant.e.s de la zad

P.-S.

*

<https://acipa-ndl.fr/actualites/communiqués-de-presse/item/791-nous-nous-engageons-pour-l-avenir-d-e-la-zad>

ACIPA

Association Citoyenne Intercommunale des Populations concernées par le projet d'Aéroport de Notre Dame des Landes.

Association luttant contre la création d'un autre aéroport à Nantes (Loire Atlantique), sur les communes de Notre Dame des Landes, Grandchamp des Fontaines, Vigneux de Bretagne et Treillières.